



Thierry Moers et Filip Peers,
les secrétaires nationaux

AGRESSIONS

Agressions



Les premières semaines de cette nouvelle année, nous avons été secoués par plusieurs agressions dont ont été victimes le personnel de la santé, les enseignants, les policiers et les pompiers, mais aussi des cheminots. Il y a eu notamment plusieurs cas de violence gratuite par des mineurs.

A notre demande, un comité sécurité hygiène (CPPT) a été convoqué cette semaine pour analyser un de ces incidents.

Le 23 janvier, le groupe de travail paritaire anti-agression se réunira et nous avons mis les récents incidents à l'ordre du jour.

Le suivi du plan global (masterplan) de la direction pour combattre les agressions sera également abordé.

De nombreuses mesures ont déjà été prises, mais il est plus que jamais clair qu'il s'agit d'un problème sociétal qui nécessite des mesures globales, préventives, curatives et répressives.

Nous discutons de cette question non seulement au niveau de la concertation sociale avec les chemins de fer belges, mais aussi avec les autorités politiques. L'année dernière, à notre demande, nous avons été reçus par le ministre Gilkinet pour lui faire part de nos doléances. Nous avons proposé au ministre de lancer une campagne de sensibilisation vers le grand public. Et par ailleurs, au niveau juridique, les auteurs d'actes d'agressions contre le personnel des chemins de fer doivent être immédiatement poursuivis.

A côté des agressions gratuites, il y a aussi de plus en plus d'agressions en lien avec la détérioration du service des trains (ponctualité, confort, communication...). Parfois, les voyageurs mécontents ne peuvent pas contrôler leurs frustrations et réagissent vers le personnel en contact direct avec les usagers dans les gares et les trains. Évidemment, de tels incidents ne rendent pas justice aux efforts du personnel qui doivent travailler dans des circonstances difficiles. Le personnel est découragé car il essaie d'assurer un service maximum avec des moyens insuffisants. C'est malheureux, le personnel vient travailler pour avoir de la satisfaction au travail, pas pour se faire insulter et humilier.

Des décennies d'économies imposées mènent à des problèmes prévisibles mais aussi à de l'hypocrisie gratuite. Les politiciens qui, par le passé, ont imposé des économies aux services de police et de sécurité, exigent aujourd'hui davantage de ressources pour ces mêmes services, et cela sans éprouver le moindre sentiment de honte.

La réduction, voire la suppression du personnel dans les gares et chez Securail et la suspension des brigades TICO, rendent le contrôle social beaucoup moins présent.



cheminots@cgsp.be

www.cheminots.be

 Parole de cheminots

Les caméras sur le domaine ferroviaire sans personnel ne peuvent qu'enregistrer et une intervention arrive souvent trop tard, malgré les nombreux efforts des agents de Securail.

Nous reviendrons vers vous rapidement avec les résultats de la concertation sociale.



Nous demandons à chacun de ne pas prendre de risques et, à la moindre indication d'un conflit, de se retirer et d'informer les services compétents afin qu'ils interviennent si possible.

Thierry Moers & Filip Peers, Secrétaires Nationaux



N'hésitez pas à contacter votre délégué ou votre secrétaire régional pour de plus amples informations.